

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19182 - 74ÈME ANNÉE

**Valoriser des acquis du mouvement gilets jaunes :
libérer la parole et l'exigence de transparence**

Maison du peuple : des Réunionnais se parlent pour reconstruire



Depuis lundi, un chapiteau se dresse devant la Préfecture de La Réunion. La Kaz du peup réyoné est un lieu d'échange. Elle permet à des personnes qui ne se connaissaient pas avant le mouvement des gilets jaunes d'échanger. C'est une initiative

qui montre que plus rien ne sera jamais comme avant pour les Réunionnais. C'est l'illustration d'un acquis apporté par les barages : la rencontre des classes sociales, la construction de nouvelles solidarités grâce à la responsabilisation de chacun et la

prise de conscience que la parole de chacun peut apporter une part de solution pour éviter la guerre civile à La Réunion.

Le 17 novembre, La Réunion entre dans le mouvement des gilets jaunes. Les actions se manifestent d'abord par des barrages sur les

routes. Ces lieux n'étaient pas seulement des points permettant de faire entendre des revendications, ils étaient également l'occasion pour des Réunionnais qui d'habitude se croisent sans se parler d'apprendre à se connaître. Travailleurs indépendants, salariés du privé, retraités, allocataires du RSA, fonctionnaires, travailleurs privés d'emploi, jeunes... tous ont pu vivre une expérience unique dans leur vie, celle de se parler, d'agir ensemble, de construire des actions communes où chacun avait sa part de responsabilité. C'est cet acquis obtenu sur les barrages que fait vivre La Kaz du peup réyoné. Cette Maison du peuple réunionnais installée depuis lundi devant la préfecture est un lieu d'échanges permanent. Jours et nuits, des Réunionnais s'y relaient pour témoigner de leur quotidien. Ils évoquent leurs difficultés, leurs espoirs et s'informent sur le fonctionnement du système en place à La Réunion. C'est un point de départ de nouvelles solidarités. Des individus issus de toutes les classes sociales se parlent, car ils sont tous conscients d'être des Réunionnais. Ils apprennent à débattre. Plus rien ne sera comme avant, c'est un acquis du mouvement des gilets jaunes.

Les barrages, lieu de responsabilisation

Parmi les personnes qui se relaient pour assurer une présence permanente sur ce site, Hugues est représentatif de l'évolution du mouvement des gilets jaunes. Le 17 novembre, il a participé à la création d'un barrage. C'est là qu'eurent lieu les premières rencontres. Dans l'action, chacun avait sa place et devait assumer sa responsabilité. Des personnes contraintes de survivre avec le RSA et des jeunes privés d'emploi se sont sentis valorisés, car ils étaient investis de la responsabili-

té de repérer dans la file d'attente les personnes, de régler la circulation ou d'assurer l'approvisionnement. Hugues a été également mis au contact du quotidien de milliers de Réunionnais, contraints de se nourrir uniquement avec du riz, de l'huile et du piment une fois que les boîtes de sardines achetées en début de mois sont vides. Une situation qu'il juge inadmissible à La Réunion, intégrée à la France un des pays les plus riches du monde. Puis rapidement il s'est rendu compte que pour peser sur les décisions, il fallait occuper un lieu stratégique. Il faisait donc partie de l'équipe des gilets jaunes qui était devant le dépôt de la SRPP. C'est là qu'il a eu un contact avec des jeunes du Port qui lui ont raconté comment ils vivent. Hugues a également été surpris par la capacité d'organisation de ces jeunes, capables de dresser de solides barricades avec quelques palettes.

Après l'évacuation de la SRPP par les gendarmes, Hugues faisait partie de l'équipe du barrage du rond-point devant le Port-Est. Lundi, il a participé à la création de la Maison du peuple. Comme beaucoup de Réunionnais, le mouvement des gilets jaunes a changé sa vie. Depuis le 17 novembre, il n'a dormi que quatre nuits chez lui.

Évitons la guerre civile

Le chapiteau est un lieu d'échange entre « ceux qui ont peur de tout perdre, et ceux qui ont tout perdu ». Il se rappelle de la venue d'une délégation de chefs d'entreprise, inquiets des répercussions d'une prolongation du conflit sur la survie de leur société. Quand ces personnes trouvent en face d'elles une autre qui survit avec le RSA, elles se rendent alors compte que les difficultés passagères qu'elles vivent sont le quotidien de nombreux Réunionnais.

Cette pauvreté entraîne un mal être, « l'espoir diminue, la société en fait des parias ». Que pensent

en effet ces jeunes qui voient leurs parents quémander du pain rassi ou ramasser quelques brèdes dans le chemin pour améliorer le quotidien ? Ceux qui aujourd'hui lancent des galets, que feront-ils dans quelques années si rien ne change ?

Hugues craint que la situation dégénère en guerre civile si ces inégalités perdurent. En effet, que ce passerait-il si les plus démunis voyaient les gilets jaunes abandonner la mobilisation alors que rien de concret n'a encore été obtenu ? D'où l'initiative de créer un lieu d'échange, pour essayer de participer à la reconstruction d'un espoir.

Ces échanges s'appuient aussi sur un autre acquis du mouvement des gilets jaunes : l'exigence de la transparence. Le respect de ce principe est aujourd'hui possible par la technologie, rappelle Hugues. Les échanges organisés avec la ministre pouvaient être diffusés en direct à une large échelle depuis les téléphones des participants. Cela montre qu'il est possible de le faire pour œuvrer à la transparence de décisions qui engagent les Réunionnais, et qui sont prises aujourd'hui à l'abri des regards. Rien n'empêche techniquement la diffusion en direct des débats des Commissions d'appels d'offres qui attribuent les marchés publics. Ceci permettrait de répondre à un fait dont le mouvement des gilets jaunes a révélé l'ampleur : la crise de confiance entre les Réunionnais et leurs représentants.

Jour et nuit, La Kaz du peup réyoné est ouverte.

M.M.

Edito

Sale temps pour le pouvoir

Les images de l'arrestation des lycéens de Mantes-la-Jolie et l'humiliation publique qui leur a été infligée ont fait le tour du monde. La France sera-t-elle encore assimilée à la patrie des Droits de l'Homme. Paris sera-t-elle toujours la première destination touristique mondiale ?

Qui a pu inspirer au pouvoir que pour stopper la propagation de la crise, la réponse passe par la matraque du policier et le matraquage médiatique ? La base du raisonnement est cynique et absurde.

“Voilà ce qui va vous arriver si vous continuez à manifester.” Le Président de la République est convaincu que c'est une arme de dissuasion. Le gouvernement ne condamne pas. Le Président dit attendre le début de la semaine pour parler. Ou bien, il réussit son pari, le week-end est calme. Dans ce cas, nous allons vivre dans un pouvoir policier et sanglant. Si malgré cette opération médiatique le calme ne revient pas, alors le discours de Macron sera très court : “j'ai décidé de tirer les leçons, je me retire”.

Il n'y a plus d'option intermédiaire. La violence d'État a atteint un niveau de non retour. C'est le résultat de sa politique.

Macron est président de la République mais il fonctionne dans la suffisance et la certitude. Il use et abuse des moyens d'État pour faire ce qu'il veut. Rappelez-vous les images travaillées, triées et diffusées lors de son déplacement aux Antilles. La plus spectaculaire et significative fut quand même le fameux doigt d'honneur. Vous vous dites : “Un Président de la République ne fait pas ça, ne peut pas cautionner cet écart !” Sauf que Macron n'a rien à faire de vos remarques, encore moins de celles des corps constitués.

Probablement le parcours qu'il a suivi jusqu'ici était à l'écart des réalités. Après toutes ces images brouillées, que restera-t-il de la France patrie des Droits de l'Homme ? L'ONU a lancé en 2017, une année d'activités pour célébrer la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen dont le 70e anniversaire aura lieu le 10 décembre, après-demain, lundi. Le monde entier attend avec curiosité le contenu du discours que Macron présentera ce jour-là. Que dira-t-il aux touristes qui font la réputation de la France, première destination touristique ? En un mot, est-il encore en mesure de redresser la situation globale et redonner confiance à tous les acteurs de la société ? Ce n'est pas l'hiver en France qui provoque le sale temps, c'est le pouvoir.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Jeunes dirigeants du Parti communiste réunionnais : solidarité avec les lycéens

« La jeunesse restera belle et rebelle », affirment les jeunes dirigeants du PCR



Voici la déclaration publiée hier par un groupe de jeunes dirigeants du Parti communiste réunionnais, membres du Comité central du PCR. Ils condamnent les violences policières subies notamment par les lycéens de Mantes-la-Jolie, et apportent leur solidarité à tous les jeunes Réunionnais qui veulent se lever contre les injustices.

Les signataires du présent communiqué ont tous été (pour certains il y a plus longtemps que d'autres) des lycéens. Nous nous souvenons tous de nos aspirations à un monde meilleur. Certains de

nos camarades de classe ont oublié ces rêves et se sont conformés à la société. Nous, nous sommes devenus communistes, pour changer la société pour qu'elle ressemble à celle dont nous rêvions.

Nous comprenons donc la vigueur avec laquelle les jeunes expriment leur soif d'une vie meilleure. C'est salutaire. Car, enfin, quoi ? Préférons-nous une jeunesse pantouflarde qui ne ferait rien évoluer ? Quelle serait cette société là ? S'il n'y avait jamais eu de révolutions, nous serions avant mai 68... avant 1936... avant 1789... Qui voudrait, aujourd'hui, revivre dans les conditions "d'avant" ?

Nous pouvons comprendre que le

pouvoir en place veuille protéger ses privilèges et tente d'empêcher les manifestations. Ça fait partie du jeu, que l'histoire jugera.

Mais nous ne comprenons pas ce recours absolument injustifié aux bombardements contre les manifestants pacifistes la semaine dernière à La Réunion. Nous ne comprenons pas les procédures d'humiliation et d'asservissement totalement déplacées à l'encontre de lycéens de Mantes-la-Jolie. Les dirigeants qui ont pris ces décisions n'obtiendront rien d'autres que d'alimenter la haine des jeunes pour ce qu'ils représentent. On voit déjà les lycéens Réunionnais se soulever. Notre jeunesse ne pliera pas. Elle restera belle dans la révolte pour la justice et la liberté. Notre jeunesse demeurera rebelle !

Signataires :
Yvan Dejean,
Firose Gador,
David Gauvin,
Julie Pontalba,
Mathieu Raffini,
Norbert Vincent,
Philippe Yée-Chong-Tchi-Kan

In kozman pou la rout

« Zanfàn i plèr pa i gingn pa tété »

Si néna in kozman mi yèm pa sé sète-la. Pou kosa ? Pa si tèlman akòz i parl zanfàn, ni tèt, ni d'pléré. Mi konpran bien zanfàn i doi done in signal son momon pou dir aèl li la fain. Sa lé dann la natir mé lo koté ké mi yèm pa sé kan sanm pou moin i parl bann gran pèrsone, bann zadilt si zot i vé. Sré konm k'i diré in l'invitasyon pou fé pityé pou gingn son soso. Pa in réklamasyon konm k'i fo, dsi out bon droi mé kon mi di in domann siouplé avèk in gro pléré a la klé. Moin mi profèr d'moun i défann z'ot droi : moin na droi travaye ébin mi vien réklam mon boulo. Moin na lo droi in lozman bin mi vien réklam ali. Mon péi néna lo droi in bon dévlpman, bin ala sak mi vien réklamé. Alé ! Mi kite azot pou rofléshi la dsi é ni artouv pli d'van sipétadyé.

Communiqué de Témoignages

Solidarité avec le Quotidien, sa directrice de publication et Franck Cellier accusés d' « incitation à la haine, à la violence et au meurtre » par Didier Robert, président de la Région Réunion

Voici le contenu du communiqué publié hier soir par "Témoignages".

Mis en cause dans un article de presse ce matin (hier 7 décembre - NDLR), Didier Robert, président de Région a affirmé que l'écrit était mensonger dans une rencontre avec les journalistes cet après-midi (hier - NDLR), rencontre à laquelle Témoignages n'était pas convié.

Didier Robert a dit avoir adressé aux médias un document comptable prouvant qu'il ne s'est pas enrichi de plus de 110.000 euros suite à son passage à la présidence de la SPL Réunion des Musées Régionaux. Témoignages n'a pas été destinataire de ce document.

Si le président de Région s'estime accusé injustement, il est logique qu'il porte plainte pour diffamation. Mais là où Didier Robert a franchi la ligne jaune, c'est lorsqu'il indique, selon une interview vidéo d'un autre confrère, que cette plainte vise également des faits d' « incitation à la haine, à la violence et au meurtre ».

Ceci rappelle que la liberté de la presse reste un combat quotidien à La Réunion. Cette plainte est en effet très inquiétante. Elle montre qu'un président de Région est en train de perdre son sang-froid en prenant une décision inconsidérée, manifestement incompatible avec l'image de défenseur de liberté de la presse qu'il veut véhiculer.

Cela ne contribue pas à aider au rétablissement de l'ordre public dans un conflit social qui secoue La Réunion depuis trois semaines, alors que la Région, compétente dans l'économie, porte une responsabilité dans la recherche de solution.

Journal saisi 43 fois par le pouvoir, ayant eu un directeur condamné injustement à trois mois de prison ferme pour délit de presse parce qu'il avait reproduit des articles de la presse parisienne n'ayant fait l'objet d'aucune poursuite, Témoignages sait ce que signifie lutter pour la liberté de la presse. Aussi, Témoignages ne peut qu'être solidaire de notre confrère « Le Quotidien », de sa directrice de publica-

Témoignages

Solidarité avec le Quotidien, sa directrice de publication et Franck Cellier accusés d' « incitation à la haine, à la violence et au meurtre » par Didier Robert, président de la Région Réunion

Mis en cause dans un article de presse ce matin, Didier Robert, président de Région a affirmé que l'écrit était mensonger dans une rencontre avec les journalistes cet après-midi, rencontre à laquelle Témoignages n'était pas convié.

Didier Robert a dit avoir adressé aux médias un document comptable prouvant qu'il ne s'est pas enrichi de plus de 110.000 euros suite à son passage à la présidence de la SPL Réunion des Musées Régionaux. Témoignages n'a pas été destinataire de ce document.

Si le président de Région s'estime accusé injustement, il est logique qu'il porte plainte pour diffamation. Mais là où Didier Robert a franchi la ligne jaune, c'est lorsqu'il indique, selon une interview vidéo d'un autre confrère, que cette plainte vise également des faits d' « incitation à la haine, à la violence et au meurtre ».

Ceci rappelle que la liberté de la presse reste un combat quotidien à La Réunion. Cette plainte est en effet très inquiétante. Elle montre qu'un président de Région est en train de perdre son sang-froid en prenant une décision inconsidérée, manifestement incompatible avec l'image de défenseur de liberté de la presse qu'il veut véhiculer.

Cela ne contribue pas à aider au rétablissement de l'ordre public dans un conflit social qui secoue La Réunion depuis trois semaines, alors que la Région, compétente dans l'économie, porte une responsabilité dans la recherche de solution.

Journal saisi 43 fois par le pouvoir, ayant eu un directeur condamné injustement à trois mois de prison ferme pour délit de presse parce qu'il avait reproduit des articles de la presse parisienne n'ayant fait l'objet d'aucune poursuite, Témoignages sait ce que signifie lutter pour la liberté de la presse. Aussi, Témoignages ne peut qu'être solidaire de notre confrère « Le Quotidien », de sa directrice de publication, Mme Chane Ki Chune, et de son journaliste Franck Cellier, cibles de la plainte du président de Région, Didier Robert.

Manuel Marchal
Rédacteur en chef de Témoignages

Le vendredi 7 décembre 2018

Témoignages - 6, rue du Général Emile Rolland - BP 1016 - 97828 LE PORT Cedex
Tel : 0262 552121 - Mail : redaction@temoignages.re

tion, Mme Chane Ki Chune, et de son journaliste Franck Cellier, cibles de la plainte du président de Région, Didier Robert.

Manuel Marchal
Rédacteur en chef
de Témoignages

Oté

Ni artrouv pli d'van é konm i di : honi soit qui mal y pense ! Mové lang la di la fé

Zordi samdi é mi domann éskiz par avans bann moun i mank in pti katsou pou fé l'ero. Mé konm mi antann radyo pèrkal apré jakasé pou parl bann pri épi bann rovni moin la ramas dann mon tête inn-dé zafèr pou anparl avèk zot, konmsa a kapéla.

Promyé zafèr moin la lir dsi l'internet in madam dépitéLRM-donk gran makronis dovan l'éternèl-apré di èl néna in tik-tak pou sak i di zot i pé pa manz tou lé zour. El i konsèye azot manz tou lé dé zour. Moin la vi galman in dépité LRM la di èl i koné pa lo smic konbien i fé. In n'ot la di konmsa avèk 5600 éro par moi lé difisil aèl pou zoinn lé dé bout par l'milyé.

Akoz i obliz pa bann dépité fé in éstaz dann klass popilèr ? Sa i évitèr azot di la kouyonad plis k'i an fo.

Isi shé nou nou néna Didier. Konm noré di mon vyé momon dann tan li lété vivan : sa sé inn flèr d'poi ! Zot i koné flèr d'poi ? Sa lé zoli sa, sa sé in flèr arivé.

Kosa sé son l'aktyalité ali zordi ? Zot la vi ali dann télé avèk son figir avnan. Sa sé sak i spass dovan, mé déyèr paravan, kosa k'i éspas ? Zot i koné lo koméraz dézyèm travaye li la pran épi dézyèm salèr li la fé done ali : 6800 € lo moi. Sa i tir pa dsou la pate shoal sa. Mé rozman toudinkou romor la pran ali épi li la déside ronons son plas. Lé for mésyé Didier la , lé tro for é posib demoun la aprouv ali

... Mé oila néna in n'afèr li la obliyé. Sé koi, lo gro rapèl li té pankor touché é kan sa l'arivé, plis san mil léro ébin. Kosa ? Li la pran pou li ? Non va li la mète lo larzan en éstaz dsi son kont an atandan li fé in fon pou ankouraz bann jenn myé apraann la syans. In fon la fini fé ? Non mé i tard ar pa. In zilé zone, sa i done la vèrtu sa otoi. Konm zot i oi.

Pandan éstan-la mésyé lo préfè i kont i rokont lo panyé la ménazèr. In pa nyé la kalité siouplé konm matant Girardin i di. Sa sé in n'afèr i grate pa lo kropyon sa i fo konté, arkonté, pézé, sou pézé, kalkilé konmsa lo nouvo panyé i kout trant éro do moins ké lo lansien panyé. Enfin nou va oir, kan sa va pète an flèr dann réyon mèm bann zilé zone va tonm pal si tèlman li lé kalou.

Alé, nou néna lo tan anparl tousala, an atandan nou va ko ète kosa k'la spass dann la komine Sint-Mari. I prétan néna in trikmardaz laba é konm i fo l'opinyon i lapide kèlk'in, sé koté Sint-Mari la zistis la dévir son fare. Ni artrouv pli d'van é konm i di : Honi sot qui mal y pans ! Mové lang la di la fé.

Justin